

HISTOIRE

# La Suisse de l'entre-deux-guerres face à Hitler et Mussolini Les archives s'ouvrent, les questions demeurent

■ La Confédération a-t-elle eu dans l'entre-deux-guerres une politique étrangère digne de ce nom, ou entretenu des relations internationales subordonnées aux impératifs économiques? Le Conseil fédéral a-t-il assuré l'unité du pays et l'indépendance nationale par sa politique clairvoyante, ou a-t-il été trop peu ferme, face à la montée des régimes autoritaires? Ces questions, soulevées depuis des décennies et parfois de façon polémique, peuvent être réexaminées sur la base des matériaux contenus dans le volume 11 des « Documents diplomatiques suisses » (1934-1936).



La photo officielle de Gustloff, leader nazi en Suisse

Fidèles à l'optique de la collection, les éditeurs ont conçu les relations diplomatiques dans un sens très large, et c'est presque l'ensemble de la politique du Conseil fédéral qui est examinée. En 1934, l'attitude générale de la Suisse est conditionnée par la crise économique et par les mesures envisagées pour en juguler les effets. Cela provoque de vives tensions au sein même du Conseil fédéral; la dévaluation du franc suisse en septembre 1936 marque

à la fois une nouvelle orientation et la faillite de la politique menée jusque-là.

## Visées pangermanistes

Il est bien sûr impossible de résumer l'ensemble des documents retenus dans un volume de mille pages. Nous pouvons mentionner, parmi les thèmes principaux, les relations avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste, les pressions contradictoires des banques et de l'industrie d'exportation sur notre politique économique et commerciale, et les rapports avec l'Union soviétique (avec laquelle la Suisse n'entretient pas de relations diplomatiques), qui demande et obtient son adhésion à la SDN (Société des Nations), malgré l'opposition du Gouvernement suisse.

Dans les relations bilatérales avec l'Allemagne et l'Italie, la Suisse doit surmonter quelques situations difficiles. Avec l'Italie les difficultés sont liées surtout aux sanctions décrétées par la SDN après la conquête de l'Éthiopie. Avec l'Allemagne, le contentieux est plus lourd: une négociation laborieuse d'accords de compensation économique; des tensions diplomatiques après quelques incidents, tels l'enlèvement d'un journaliste allemand en Suisse, ou le meurtre de Wilhelm Gustloff, responsable du Parti national-socialiste allemand en Suisse. Sans oublier les inquiétudes suscitées par les visées pangermanistes du Troisième Reich.

## Traité de langue de bois

L'adhésion de l'Union soviétique à la SDN, risque de placer la diplomatie suisse dans une situation inconfortable. Que faire face à ces «soviétistes» désormais reconnus par la communauté internationale? A ce propos, il convient de citer quelques passages des instructions données aux diplomates suisses pour les contacts avec des collègues soviétiques. C'est un beau texte d'ethnologie diplomatique: «Vous ne

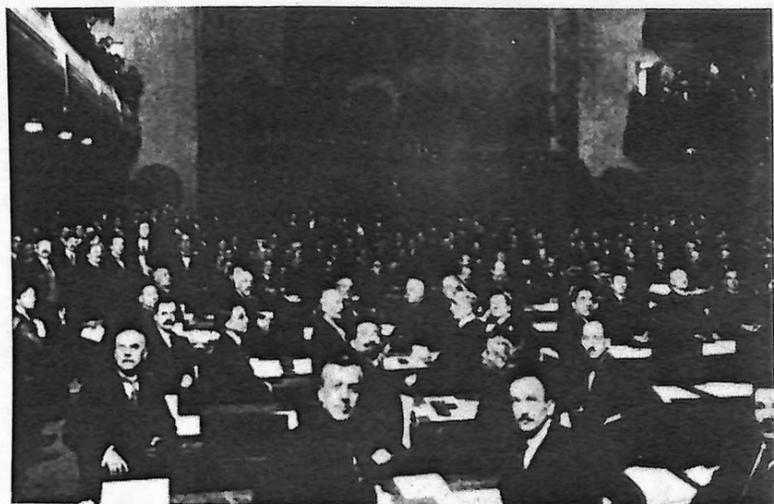
ferez rien pour entrer en contact avec lui (ndlr le diplomate russe), mais vous ne vous déroberez pas à une présentation si, ce faisant, vous risqueriez de placer un tiers dans l'embarras. Vous ne prendrez pas l'initiative d'une manifestation de courtoisie, mais, si votre collègue soviétiste vous envoyait sa carte, vous n'hésiteriez pas à lui envoyer la vôtre. S'il allait jusqu'à vous rendre visite, nous vous engagerions à le recevoir sans cordialité, mais sans mauvaise grâce, et à rendre la visite par une carte. Dans le cas, bien improbable, d'une invitation, vous trouverez sans peine un prétexte courtois de refus.»

Si les autorités fédérales ne font aucune concession au régime totalitaire soviétique, s'ils tiennent compte des sentiments anticommunistes d'une large partie de la population (ce qui rend incompréhensibles les craintes plusieurs fois manifestées d'une «bolchévisation» possible de la Suisse), ils adoptent une attitude bien différente vis-à-vis du régime hitlérien. Celui-ci ne sera jamais dénoncé pour ses mesures totalitaires. Au contraire, ce sont les citoyens et les organes de presse qui exercent leur liberté de critique envers les régimes fascistes qui encourent la réprobation de nos autorités. Le Conseil fédéral se montre hypersensible aux pressions, ou tout simplement aux humeurs des dictateurs de Rome et de Berlin. Il est difficile de dire dans quelle mesure le souci d'apaiser Hitler ou Mussolini est motivé par la crainte d'une intensification des menées fascistes ou national-socialistes dans le pays, par la nécessité de relations de bon voisinage, ou par une volonté opportuniste d'adaptation aux régimes autoritaires.

## Concessions ou colusions?

Les concessions faites ont-elles dépassé ce qui était politiquement justifié et moralement acceptable? Il n'y a évidemment ni de réponse définitive, ni de manière «scientifique» d'affronter la question. Ce qui frappe, c'est peut-être une sorte de naïveté chez certains de nos responsables politiques, qui pensent qu'une déclaration rassurante de Hitler ou de Mussolini équivaut à un engagement solennel sur le plan international.

Le Conseil fédéral était-il au moins convaincu de la politique qu'il menait? Pas forcément; secoués par des crises, des démissions et des désaveux en votation populaire, certains de nos magistrats sont un peu désemparés. Dans une lettre qu'il envoie à ses collègues en août 1936, le conseiller fédéral Pilet-Golaz avoue son malaise. L'atmosphère devient lourde dans le pays et s'accompagne d'une désaffection croissante envers le Gouvernement, estime-t-il. Et de dénoncer péle-mêle le surcapitalisme, le risque de bolchévisation de la Suisse (qui entraînerait la réaction de l'Italie et de l'Allemagne), l'absence d'une politique fédérale digne de ce nom.



Première assemblée générale de la SDN en 1920.

E.-E. Boissonnas

«Nous avons l'air de penser – écrit-il – que nous accomplissons notre tâche et remplissons notre devoir en expédiant la besogne courante comme une bonne municipalité de village. Nous savons pourtant que les peuples ont une âme et que cette âme doit être nourrie, si le peuple doit vivre... Or nous ne nous occupons que du matériel, en épiciers bien souvent.»

On trouve à la fois dans cette prise de position des craintes obsessionnelles, une certaine incompréhension du monde moderne et aussi la tentation d'un régime plus fort, respecté et capable de galvaniser les masses populaires. Des indices révélateurs de la crise, non seulement économique, vécue par la Suisse dans les années trente et dont

l'évocation risque, aujourd'hui encore, d'allumer les passions.

Marco Marcacci

□ *Documents diplomatiques, tome 11.* Préparé par une équipe de l'Université de Genève, composée de M. Cerutti, J.-C. Favez et M. Fleury-Seemüller, le volume présente 339 documents annotés, complété par un appareil critique (table méthodique des documents avec résumé, index des noms de personnes et de lieux, organigramme de l'administration fédérale, tableau synoptique des représentations diplomatiques et consulaires de la Confédération). Editions Beuteli, Berne, 1983.

## PAROLES DE...

### Etre jeune et faire de la musique à Fribourg

**Théophanis Kapsopoulos, chef de l'Orchestre des Jeunes de Fribourg, professeur de piano, au Conservatoire**

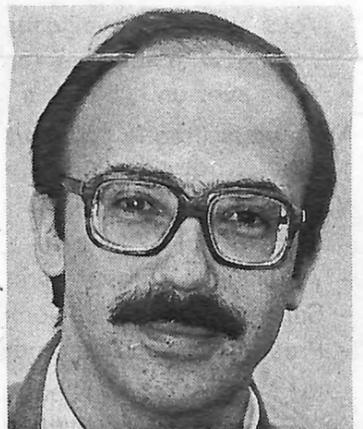


Photo Alain Wicht

■ Construire une activité locale et stable et l'enrichir par une recherche incessante. Mesurer les possibilités, et les dépasser, constamment.

C'est avec une classe de piano au Conservatoire et l'Orchestre des jeunes que je «m'occupe de musique» à Fribourg. Je m'enthousiasme pour que les jeunes s'enthousiasment et ils me le rendent bien, c'est un échange qui ne s'explique pas, heureusement.

L'approche de Bach, Vivaldi, Haydn, Beethoven, Schubert ou F. Martin nous rend «meilleurs», on n'est pas pareil avec ou sans la beauté. L'esprit et aussi le cœur se réveillent, s'élargissent et nous font sortir de nous.

Fribourg est un paradis musical, à condition de le construire chaque jour. Avec «l'atelier» foisonnant et vivant que représente le Conservatoire, le «laboratoire» international qu'est l'Institut de musicologie, les compositeurs, les interprètes, et des instruments uniques au monde: orgues et pianos historiques. A Fribourg, la musique vit dans ce contexte d'art, et de culture en général, son histoire se voit non seulement dans l'esthétique d'une architecture, mais surtout dans l'influence qu'elle a sur les réalisations contemporaines, ce qui prouve que tradition = évolution; si le moderne avait autant d'audace que l'ancien! Les projets sont plus forts que les souvenirs, mais ils en dépendent, c'est dans cette ville que je l'ai le mieux senti.

Chaque fois que je quitte Fribourg, ce n'est ni pour aller voir ailleurs si c'est mieux, ni pour me rassurer qu'il n'y a que chez nous que c'est bien; non c'est pour y revenir avec plus d'expériences, pour nourrir mon activité de nouvelles sources d'inspiration.

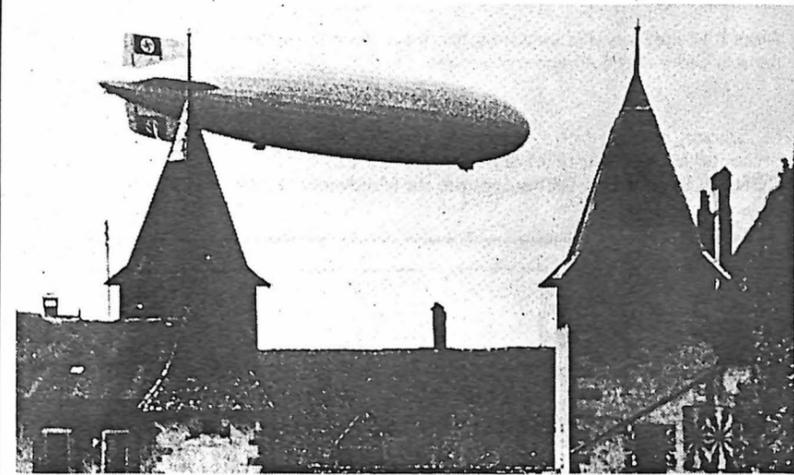
mon rêve n'a jamais été la Philharmonie de Berlin, il est de réaliser toujours mieux ou plus simplement d'une manière sans cesse renouvelée le métier que j'ai choisi, enseigner, là où je vis, Fribourg.

Il faut tuer l'amateurisme, mais pas les amateurs! L'absence de niveau professionnel auquel se confronter, l'étude exclusive des sonates et concertos de soliste, les concerts, les tournées peuvent engendrer des illusions et des prétentions inouïes qu'il faut tempérer par un apprentissage exigeant et un engagement sérieux. Si l'amateur n'est pas un maximaliste (son maximum et non pas le maximum), quel professionnel sera-t-il? C'est vrai qu'il y a des amateurs meilleurs que des professionnels, mais il y a aussi de bons professionnels, et ils ne le sont pas devenus seulement par ambition. Il faut les respecter et apprendre d'eux avant de se comparer à eux.

Ce n'est pas extraordinaire de faire le maximum, c'est normal. C'est bien le quotidien qui doit être de qualité et non pas seulement l'exceptionnel, mais en même temps celui-ci éclaire celui-là.

Avec les élèves de piano au Conservatoire, les musiciens de l'Orchestre des jeunes de Fribourg, ou encore au Brésil avec les candidats du concours «Jeunes Instrumentistes», c'est toujours nouveau, il faut viser l'art et non l'enseignement en soi; on croit tout donner et on a tout reçu.

Théophanis Kapsopoulos



Le Zeppelin, symbole du Reich, au-dessus de Cully en 1934.

Pierre Izard

## Dans la revue «Etudes et Sources»: Rappard et Oltramare Deux Genevois face au nazisme

■ L'excellente revue «Etudes et sources» qu'éditent les Archives fédérales a publié, à quelques encablures de la parution du dernier tome des «Documents diplomatiques suisses» (lire ci-contre), un numéro qui s'intéresse également aux années 30 en Suisse et à la Seconde Guerre mondiale.

Parmi les contributions, il faut noter les deux articles très fouillés, consacrés à deux personnalités genevoises, William E. Rappard et Georges Oltramare.

Daniel Bourgeois qui connaît bien cette période esquisse un portrait tout en finesse d'un grand libéral genevois, William Rappard. Ce professeur à l'Institut des hautes études, homme politique favorable à la SDN, anglophile déclaré, a suivi, dès les années 30, la montée des périls avec un sens étonnant de la prévision. Daniel Bourgeois, qui a exploité le fonds Rappard déposé à Berne, peut, année après année, éclairer les facettes multiples d'une grande personnalité, soucieuse de conserver à la Suisse sa dignité politique, malgré la



Georges Oltramare au début des années 30 financé par Mussolini

Quant à Mauro Cerutti, il s'intéresse aux liens privilégiés, que le Genevois gravité des périodes traversées, surtout dès la défaite française de 1940.

Georges Oltramare, leader de l'Union nationale, parti d'extrême droite entretint avec l'Italie fasciste et Mussolini. L'analyse de quelques fonds d'archives a non seulement permis de voir comment Mussolini a largement soutenu financièrement Oltramare, surtout lors de la campagne menée en Suisse contre la SDN. Cerutti découvre également comment l'Italie fit pression notamment sur le «Journal de Genève», profitant d'un des rédacteurs qui y travailla un certain temps pour défendre ses thèses.

Une troisième contribution (en allemand) analyse l'attitude de la Suisse face à la SDN lors de la montée des périls, le Gouvernement fédéral restreignant apparemment plus qu'il ne l'aurait dû l'indépendance des dernières heures de cette institution, sous prétexte d'une neutralité absolue.

C.C.

□ *Etudes et sources*, N° 15. Publication des Archives fédérales, Berne.